



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

PREFECTURE

Bureau Urbanisme, Foncier et
Installations Classées

Dossier suivi par : Cathy SAFONT

☎ : 04.68.51.68.66
☎ : 04.68.35.56.84
✉ : catherine.safont
@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan le 17 avril 2012

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 2012108-0011

Mettant en demeure la société Sablière de la Salanque de respecter son arrêté d'autorisation pour sa carrière située aux lieux-dits « Les Graves » « La Colomina d'Oms » et « Les Montinyes » sur la commune de PERPIGNAN

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2426 du 2 octobre 1990 autorisant la société SABLIERE DE LA SALANQUE à mettre en exploitation une carrière non soumise à enquête publique au lieux-dits « El Malairan » et « Les graves »

Vu l'arrêté préfectoral n° 4051/96 du 20 décembre 1996 autorisant la société SABLIERE DE LA SALANQUE à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et gravier aux lieux dits « Les graves » et « La Colomina d'Oms » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4451/07 du 17 décembre 2007 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sable et gravier sur le territoire de la commune de PERPIGNAN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010 168-0006 du 17 juin 2010 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sable et gravier sur le territoire de la commune de PERPIGNAN ;

Vu le rapport d'inspection du 16 mars 2012 ;

CONSIDERANT qu'au cours d'une visite d'inspection réalisée le 14 mars 2012 l'inspecteur des installations classées a constaté que :

- le plan de remise en état et le phasage des plantations ne sont pas respectés,
- les riverains utilisent la fosse comme décharge,
- l'aménagement des stocks ne respecte pas les dispositions prévues pour limiter l'impact vis à vis de l'écoulement des crues.

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance la société Sablière de la Salanque le 19 mars 2012 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure dans le courrier du 27 mars 2012 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées Orientales ;

.../...

ARRETE :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE

La société Sablière de la Salanque, est mise en demeure dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, pour sa carrière située aux lieux-dits « Les Graves » « La Colomina d'Oms » et « Les Montinyes » sur la commune de PERPIGNAN, de respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 20 décembre 1996 modifié et notamment :

- de remettre en état la carrière conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté complémentaire du 17 décembre 2007 et du chapitre V « condition de la remise en état du site » de la demande d'autorisation (dossier d'octobre 2006), précisant le phasage, les conditions de réalisation des plantations et de la mise en place d'une couche de terre végétale ;
- d'éliminer l'ensemble des déchets non dangereux présents sur le site et de justifier des conditions d'élimination dans des filières autorisées ;
- d'implanter les stocks de matériaux conformément aux données du dossier et de l'étude d'incidence hydraulique (rapport GRI 75175L de décembre 2007).

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITE

La société Sablière de la Salanque doit fournir dans le même délai de 3 mois un mémoire justifiant de la réalisation de l'ensemble des mesures imposées à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement et du décret n° 2010-1701 du 30/12/10 portant application de l'article L.514-6 :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- M. Le Maire de la commune de Perpignan ;
 - M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
 - M. l'Ingénieur Subdivisionnaire de la DREAL à PERPIGNAN ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

A PERPIGNAN, le

17 AVR. 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Pierre REGNAULT de la MOTHE